



BÉLIZE



D 2113 • Bz1
16-30 nov 1996

MOTS-CLEFS
Multinationale
Patronat
Syndicat
Revendications
Justice sociale

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

QUAND UNE MULTINATIONALE BANANIÈRE MALMÈNE LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LES DROITS SYNDICAUX

Bélize, petit État anglophone d'Amérique centrale, devenu indépendant en 1981 (anciennement dénommé Honduras britannique) et peuplé de 210 000 habitants, est réputé pour être un "îlot de paix et de tranquillité" et appartenir aux pays "relativement riches" (Atlaseco 1996). Pour sa part l'ONU classe Bélize parmi les premiers pays au "développement humain moyen" en 1996. Bélize est très marqué par l'influence des firmes anglo-

saxonnes, y compris dans le domaine des exploitations agricoles. On lira ci-dessous le comportement d'une grande entreprise bananière irlandaise en matière de conditions de travail et de droit syndical. Est-il besoin de préciser que cet exemple est d'autant plus intéressant qu'il n'est pas un cas isolé en Amérique latine ? Nous regroupons ici deux articles parus dans Noticias Aliadas, 22 février et 19 septembre 1996.

La multinationale bananière irlandaise Fyffes Ltd, entreprise qui a la réputation de pratiquer un commerce "éthique" de ce fruit, affronte des problèmes à Bélize, pour avoir frappé, torturé et licencié des travailleurs qui demandaient de meilleures conditions de travail.

L'industrie bananière de Bélize, qui obtenait des bénéfices s'élevant à 50 millions de dollars par an, a été privatisée en 1985. Neuf planteurs contrôlent 90% de la production et Fyffes commercialise toutes les bananes pro-

duites sur trois plantations. De plus, Fyffes possède 50 % des installations du port de Big Creek d'où, avec un système préférentiel, les fruits sont embarqués vers l'Europe.

Jusqu'aux années 70, 90 % des travailleurs étaient de Bélize ; mais une action réussie du syndicat a permis une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail. En réponse, les employeurs ont remplacé les travailleurs de Bélize par des migrants.

Actuellement, plus de 90 % des tra-

vailleurs sont guatémaltèques, honduriens et salvadoriens. Ils ont des permis annuels de travail qui peuvent être révoqués à la demande de la compagnie. A Cowpen, localité du sud-est, 400 travailleurs de Fyffes vivent sur les plantations, dans des cabanes de carton, de bois et de goudron. Ils n'ont ni eau potable, ni électricité, ni service de santé. De petits avions de Fyffes répandent sur les plantations des produits chimiques, tout près des habitations, et le poison tombe dans les canalisations d'eau que les familles

SOMMAIRE

> **EL SALVADOR** : Quand une multinationale bananière malmène les conditions de travail et les droits syndicaux (1-3)

> **BRÉSIL** : Un débat proposé par les évêques sur la mondialisation (7-8)

> **GUATEMALA** : Des enfants victimes des fabricants de colle (5-6)

> **ÉQUATEUR** : La situation des Indiens en Équateur (9-13)



utilisent pour faire la cuisine, leur toilette et laver leur linge.

“Nous avons beaucoup de cas de maladie de peau et des yeux” a affirmé Marciana Funez, femme de Belize qui vendait des articles aux travailleurs, mais qui, en voyant comment ils étaient traités, commença à organiser un syndicat. “Les enfants meurent de diarrhée parce qu’il n’y a pas de transport vers l’hôpital le plus proche”, a-t-elle ajouté.

En Mai 1995, s’est fondé le UBBWU (United Banners Banana Workers Union), et ce syndicat arriva à ce que 51% des travailleurs s’y affilient, pourcentage requis pour sa reconnaissance légale.

“Dès que les patrons apprirent cela, ils sabotèrent tout le projet”, raconte Marciana Funez. Tous les dirigeants syndicaux furent licenciés ; en réponse, les travailleurs appelèrent à une grève en juin, celle-ci aboutit à la fermeture effective des plantations.

L’entreprise fit appel à la police et à l’armée qui arrêterent et frappèrent beaucoup de travailleurs, annulèrent leur permis de travail et les expulsèrent du pays. Ceux qui restèrent furent emmenés sur les plantations à la pointe du pistolet pendant que des travailleurs “volontaires” étaient amenés d’autres lieux.

Fyffes engagea aussi les services de Peter Neville, ex-officier des services de renseignement britannique pour “rétablir la discipline” à Cowpen. Neville reçut un traitement spécial du gouvernement.

Agressions et harcèlement

Les résidents de Cowpen se plaignent du harcèlement et des agressions de Neville qui a tué des animaux appartenant aux travailleurs. De même, il a arrêté un employé pour avoir puisé un seau d’eau potable dans le canal d’irrigation de la plantation et l’a emmené en prison en le menaçant avec une arme. On dit qu’il déclara : “l’eau appartient aux plantes, pas aux gens.”

En 1989, quand l’industrie de la banane se trouva paralysée, le gouvernement invita Fyffes à intervenir. “Si Fyffes n’avait pas été là, l’industrie de la banane se serait effondrée” dit Alvin Henderson, gérant général de la Chambre de commerce de Belize.

Dans son effort pour neutraliser le syndicat, Fyffes créa l’association Solidarité, dont le siège central est au Costa Rica et dont le but est de casser les syndicats. Avec Solidarité, l’employeur déduit les contributions des feuilles de paye, promettant de doubler les fonds après six mois.

“L’entreprise a pris 10 dollars sur mon salaire, et m’a dit que j’étais son associé”, dit en riant un travailleur. Quelques années auparavant, une autre entreprise bananière a implanté un schéma similaire d’“épargne”, mais n’a jamais rendu l’argent aux travailleurs.

“La majorité de nos travailleurs ont choisi librement l’association Solidarité”, a affirmé Alasair Mc Cleold, cadre de Fyffes. “Nous ne croyons pas qu’ils veuillent un syndicat”.

“Moi, je ne crois pas que la notion de consentement, défendue par Fyffes ait une quelconque valeur légale”, indique de son côté Assad Shoman, ex-procureur général, actuellement conseiller du syndicat. “C’est un accord avec un pistolet sur la nuque, en sachant qu’on sera licencié si on ne signe pas.”

Plus de 300 travailleurs ont été renvoyés depuis l’année dernière, dont tous les dirigeants syndicaux. Le syndicat a cherché clandestinement l’appui d’organisations non gouvernementales, de groupes religieux et du National Trade Union Congress.

“Il suffit que les gens de Fyffes te voient converser avec Marciana Funez pour qu’ils te licencient”, dit un travailleur. Marciana Funez a été nommée “Personnage de l’année” par *Amandala*, l’hebdomadaire le plus important de Belize, en raison du respect qu’elle s’est acquis en défendant les travailleurs de la banane.

Les travailleurs dénoncent aussi les déductions salariales arbitraires, qui vont de 20% à 100%. Selon la législation du travail de Belize, on ne doit pas décompter du salaire plus de 33%. L’entreprise, semble-t-il, paie moins les travailleurs en falsifiant les feuilles de paye.

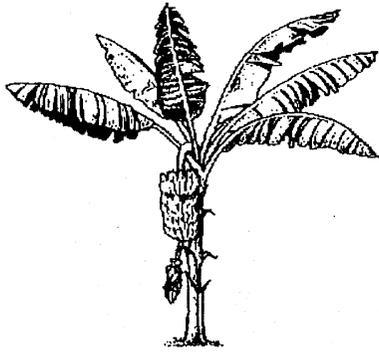
Alfredo Rollend a reçu seulement 14 \$ pour 17,30 heures de travail, moins que le salaire minimum de 1 \$ l’heure. “Il n’y a pas d’horaire, il faut travailler selon le bon vouloir du patron”, a déclaré Rollend, qui a passé les derniers 18 mois à Cowpen. “Les choses sont pires avec Fyffes que par le passé”.

Noticias Aliadas, 22 février 1996

L’action contre les syndicats

Marciana Funez, présidente de l’UBBWU, vit à Indépendance Village, et se rend souvent au village de Cowpen pour vendre de la viande et du poisson aux travailleurs, activité qu’elle a cessé d’exercer lorsque ces derniers ne purent plus payer. Les travailleurs montrèrent à Marciana Funez leurs bulletins de paye où on pouvait voir des déductions injustifiées de 30% à 100% de leurs salaires.

Depuis qu’elle se trouve mêlée au



conflit, son époux, citoyen mexicain, a été menacé d'expulsion, son véhicule a subi de sabotages, et même de la marijuana a été plantée dans son jardin.

La maison des Funez est un lieu où les victimes des abus, les personnes sans logement et désespérées peuvent trouver des gens qui les écoutent. Cowpen, à 16 km de distance, n'a pas de service de santé et, en l'absence de transport fourni par Fyffes (les taxis coûtent 25 dollars rien que pour l'aller), le camion des Funez s'est transformé en véhicule de transport public.

Le syndicat n'a ni fonds, ni bureau, ni téléphone, et il survit grâce à des contributions occasionnelles d'organismes non gouvernementaux de la ville de Bêlize, qui préfèrent garder l'anonymat. L'année dernière, Marciana Funez essaya vainement de rencontrer l'Association de producteurs de bananes (BGA) qui défend les intérêts des propriétaires des plantations bananières. Une grève de trois jours, organisée en juin 1995, s'est terminée dès que Fyffes a appelé la police.

Par la suite, le ministère du travail a organisé une série de réunions entre BGA et UBBWU pour en finir avec ce conflit. UBBWU demande que la question de la représentativité syn-

dicale soit résolue moyennant des élections avec vote secret, supervisées par des observateurs internationaux, alors que Fyffes assure que ses 400 travailleurs ne veulent pas de syndicat. La preuve en est, disent-ils, que la majorité a accepté de s'intégrer à Solidarité.

Le 9 août, après plus d'un an de réunions constantes, le ministère du travail recommanda des élections dans six plantations qui avaient demandé une représentation syndicale.

Mais au lieu d'élections dans ces six plantations, BGA demanda un vote au niveau de toute l'industrie, incluant les plantations où il n'y avait jamais eu de sensibilisation syndicale.

"BGA n'est pas un employeur de travailleurs de la banane" répondit le ministère du travail. Il n'a pas juridiction pour intervenir dans une négociation entre le syndicat et le producteur."

Cette position facilita le chemin vers le vote secret qui donnerait aux travailleurs l'occasion d'accepter ou de refuser le syndicat. Cependant le jour suivant, BGA suspendit sa participation au processus de négociation, citant un communiqué du syndicat considéré comme un appel à la violence.

Le 11 août, Mc Craw, le dirigeant de Fyffes, a présenté une copie d'une lettre supposée en provenance de UBBWU qui demandait les têtes de plusieurs fonctionnaires de l'entreprise.

Aussi bien l'Église que la police ont mis en doute l'authenticité de ce document. "Si le ministère du travail avait pris parti contre le syndicat, alors cette lettre aurait eu un sens", dit le révérend Dick Perlé, supérieur des jésuites dans la ville de Bêlize. "Mais le syndicat a obtenu ce qu'il voulait, c'est

pourquoi il est difficile de croire qu'il puisse écrire une lettre comme celle-là".

Depuis, Fyffes a licencié 50 travailleurs pour "réduction d'effectifs". Tous travaillaient dans les plantations qui avaient demandé une représentation syndicale.

"C'est une affaire politique. Ils veulent remplacer des travailleurs par d'autres, de manière qu'au moment du vote, le syndicat ait perdu de sa force", dit Marciana Funez.

Le ministre du travail, Rodney Neal, a déclaré que les élections ne peuvent avoir lieu que si les deux parties sont d'accord. Cette règle permet aux employeurs de mettre leur veto au processus ; étant donné que Fyffes a refusé plusieurs fois l'utilité d'un syndicat, tout indique que le vote n'aura pas lieu.

Neal a regretté l'internationalisation du conflit, particulièrement à l'occasion de la visite de Marciana Funez en Irlande, et de l'intérêt qu'a montré Trocaire, organisation non gouvernementale irlandaise, pour ce problème. Trocaire a appelé l'attention en Irlande sur les activités de Fyffes à l'étranger. Le ministre a indiqué que ce type de publicité aura un effet négatif parce qu'il fera que BGA se montre moins disposé à discuter pour trouver une issue au conflit.

Noticias Aliadas, 19 septembre 1996



Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.